Bretagne ou dans n'importe quel autre pays.

Quant à la crise financière, elle n'a pas été, non plus, le résultat de la protection accordée aux industries du pays. Elle a été causée par cet esprit de spéculation qui est si répandu parmi les américains aujourd'hui, et qui a été stimulé par leur longue et ruineuse guerre civile. Les entreprises de chemins de fer sont surtout le terrain sur lequel il s'est le plus développé. Or, la protection n'a rien eu à faire là. Le signal de la déconfiture fut donné par la lourde faillite de messieurs Jay Cooke et Cie. L'énorme faillite de ces banquiers, alors considérés comme l'une des plus solides maisons, ébranla la confiance de tout le pays, causa un grand tort au crédit, et, comme conséquence naturelle, elle fut suivie de beaucoup d'autres. Messieurs Jay Cooke et Cie spéculaient sur les stocks de chemins de fer, et ils n'étaient engagés dans aucune industrie. Malgré tous les désavantages dans lesquels les Etats-Unis ont été placés par leur guerre civile, qui a imposé sur la nation le fardeau d'une dette énorme et de lourdes taxes, ils se sont récupérés très rapidement, grâce, dans une certaine mesure au moins, à la protection de leurs industries nationales, laquelle leur permit d'augmenter considérablement leur pouvoir de production. Ils ont réduit leur dette publique de plus de sept cents millions de piastres; ils ont réduit leurs taxes sur le revenu, et aujourd'hui l'argent est si abondant parmi le peuple américain que le gouvernement de Washington a retiré pour des centaines de millions de ses débetures des marchés d'Europe, et a demandé à son propre peuple de souscrire à de nouveaux emprunts, ce que celui-ci fait, au point qu'il y a des jours où il se souscrit plusieurs millions de piastres en quelques heures. Par là les américains gardent les profits de l'intérêt sur leurs débetures nationales, et, en même temps, cela permet à leur pays d'épargner un fort montant d'intérêt. Comme de raison, ces faits prouvent l'état de souffrance du peuple américain dépeint en couleurs si sombres par l'honorable ex-ministre des finances et autres. En 1860, les Etats-Unis importèrent pour 362 millions de piastres en marchandises étrangères, et exportèrent pour 333 millions de leurs produits, tandis qu'en 1878 ils importèrent

pour 466 millions et exportèrent pour 694 millions de piastres; leur revenu des douanes étant de 53 millions en 1860, et de 130 millions en 1878. Ceci montre assez clairement avec quelle rapidité et dans quelle mesure considérable leur pouvoir de production et de consommation s'est accru sous l'opération d'un tarif protecteur, en dépit d'une ruineuse guerre civile de quatre ans. En 1860, ils achetèrent des autres pays pour 20 millions de piastres de plus qu'ils ne leur vendirent; en 1878, ils vendirent pour 227 millions de plus qu'ils n'achetèrent, toujours appauvris par la protection! Leurs produits agricoles, en 1860, valaient 295 millions de piastres; en 1878, ils valaient 592 millions. En 1870, ils récoltaient 235 millions de boisseaux de blé; en 1878, ils en récoltèrent 365 millions de boisseaux. Est-ce que cela prouve que cette grande source de richesse, l'agriculture, a été entravée par la protection? Certainement non. Il n'était pas nécessaire, pour l'honorable chef de l'opposition, d'aller si loin chercher des exemples; il aurait pu prendre celui du Canada sous sa propre administration. Le Canada était-il alors plus riche et plus prospère que les Etats-Unis? Pourquoi donc des milliers de nos compatriotes quittaient-ils le pays pour aller là se procurer l'ouvrage qu'ils ne pouvaient trouver ici? Ne recherchaient-ils pas le pays où la prospérité était le plus générale, et le travail surtout, qui est la meilleure mesure de la richesse d'un pays? Que se passait-il au Canada à peu près dans le même temps? Notre dette nationale augmentait de 64 millions de piastres, et l'intérêt s'élevait de quatre à six millions et demi de piastres annuellement. Sous la dernière administration, il y eut plus de six millions de piastres de déficit, de dépenses excédant le revenu. De 1867 à 1878, nous avons acheté des autres pays pour 249½ millions de piastres de plus que nous ne leur avons vendu. Le contraste parle de lui-même.

Je ne voudrais pas être trop long, mais je ne puis m'empêcher d'attirer l'attention sur quelques points traités singulièrement par certains honorables membres de l'opposition. Ils ont prétendu que le gouvernement et ses amis allaient taxer le pauvre plus lourdement que le riche. L'un d'entre eux est allé jusqu'à parler du "piano du pauvre." Voilà, certes, un